

## **Interview de Philippe Nell (2/2) par Philippe Nicolet**

DVD, durée 2 : 47'

Le 17 avril 2012

*Monsieur Philippe Nell est économiste. Il accompagna l'ensemble du processus qui précéda le dépôt de la demande d'adhésion de la Suisse à l'EEE, et fut chargé d'en négocier les termes.*

- Les espoirs déçus, fin 1990. Parmi eux, le facteur co-décisionnel offert aux suisses par Delors ne semble ne pas s'être réalisé 00 : 01 : 10
- Un document qui retrace une discussion entre J.-P. Delamuraz et J. Delors, le 17 juillet 1990 à Bruxelles. J. Delors : « En premier lieu, la CE doit surmonter sa fragilité » 00 : 01 : 57
- A ce moment-là, la CE doit mener de front plusieurs projets : l'Uruguay Round, la réunification de l'Allemagne, et l'Europe de l'Est qui change de régime  
La CE n'arrive donc plus à suivre et relègue les pays de l'AELE au second plan. 00 : 03 : 16
- Le mandat de négociation de la Confédération mentionnait déjà le peu de probabilité que la Suisse obtienne la co-décision. 00 : 04 : 46
- Malgré cela, ils se sont battus jusqu'en février 1991 pour obtenir cette co-décision. 00 : 06 : 10
- Février 1991 : on se rend compte que la co-décision sera impossible. Une analyse de M. Kellenberger marque un tournant décisif. 00 : 06 : 58
- Il s'agissait à présent de sauvegarder la possibilité d'avoir des réserves et des exceptions. 00 : 08 : 08
- 8 et 9 novembre 1990 : réunion secrète des pays de l'AELE au Château de Muri chez F. Blankart, où l'on définit les clauses de sauvegardes et on fait une offre conditionnelle à la CE . Deux exceptions sont conservées : les 28 tonnes pour les Alpes Suisses, la protection de la pêche en Islande. 00 : 08 : 44
- Les clauses de sauvegardes : face à la libéralisation de la circulation des personnes, la Suisse se gardait le droit d'imposer des restrictions. 00 : 09 : 57
- Les pays de l'AELE auraient voulu une clause propre à chaque situation. Mais la CE n'en propose qu'une commune. La Suisse refuse seule. 00 : 10 : 55

- La Suisse demande des exceptions que les pays membres auraient eu tout autant intérêt à demander. La question du précédent joue un rôle prédominant dans les négociations 00 : 13 : 18
- Mars 1991 : F. Blankart déclare que « nous sommes face à une adhésion sans adhésion ». La CE demande à la Suisse de reprendre l'entier de l'acquis communautaire, mais sans adhérer aux institutions. 00 : 14 : 06
- Les suisses pouvaient déclencher unilatéralement les clauses de sauvegarde, mais la CE pouvait prendre des mesures de rééquilibrage 00 : 15 : 50
- La possibilité d'avoir des clauses de sauvegarde pour les pays membres était éliminée par les Traités de Rome 00 : 16 : 56
- La Suisse fait un immense cadeau à la CE en reprenant tout l'acquis communautaire. Elle peut donc demander des exceptions 00 : 19 : 33
- Les négociations sont allées trop vite, et il a fallu mettre des freins après-coup afin que la libéralisation soit acceptée par la population 00 : 21 : 00
- En 1988, Delamuraz était déjà d'accord de coopérer, mais trois points devaient rester inchangé : la libre-circulation des personnes, le tonnage des camions, l'agriculture. 00 : 22 : 14
- Mars 1991, L'AELE connaît des difficultés. La Suisse accepte la clause de sauvegarde commune à tous les pays. 00 : 24 : 20
- La Suisse demande le *opting out* individuel, après que la co-décision ne soit plus possible. Face à la CE, la position des pays de l'AELE était beaucoup plus fragmentée. 00 : 26 : 08
- 13 mai 1991 : lors d'une réunion ministérielle, la Suisse se retrouve seule à défendre l'*opting out*. Pour plusieurs pays, cela ne correspond pas à leur vision à long terme (l'adhésion pour l'Autriche et la Suède) 00 : 28 : 10
- Discussion informelle entre la Suisse et les pays qui quittaient l'AELE. Après 1991, les pays de l'AELE perdent leur cohésion. 00 : 31 : 28
- L'AELE adresse des critiques à la Suisse : la Suisse a un retard de 30 ans. La Suisse ne sait pas ce qu'elle se veut, par sa remise en question perpétuelle. 00 : 34 : 27
- La contrainte du temps : en 1993, le marché intérieur allait entrer en vigueur. Les nordiques veulent donc être prêt à temps afin d'avoir accès au marché

- commun. 00 : 37 : 42
- La pression mise par le Vorort (Economie Suisse): il faut avoir accès à l'EEE, et il ne faut pas sortir des négociations. 00 : 39 : 20
  - Les options de la Commission interdépartementale, lors des réflexions du Conseil Fédéral sur l'adhésion : (1) sortir des négociations et poser la demande d'adhésion, ou (2) aller jusqu'au bout des négociations et ensuite demander l'adhésion, (3) simplement laissez faire et voir ce qu'il allait se passer avec l'EEE. En tous les cas : abandon de la voie bilatérale. 00 : 41 : 22
  - 5 mai 1991 : Le Conseil Fédéral est critiqué par la presse pour son manque de leadership. A la suite de cela, il publie un communiqué qui déclare que l'EEE risque d'aboutir à un régime de décision déséquilibré pour la Suisse. Mais la participation de la Suisse à la construction européenne reste fondamentale et l'adhésion est une option prioritaire 00 : 43 : 29
  - L'adhésion à la CE : il aurait fallu du courage pour l'admettre immédiatement, et - en la gardant comme objectif - on a réussi à arracher à la CE des concessions supplémentaires. 00 : 45 : 38
  - Juillet 1991 : la Suisse obtient la reconnaissance mutuelle des législations. 00 : 46 : 17
  - Quelles institutions seront chargées d'arbitrer les différents entre les uns et les autres ? Pour que la Commission puisse négocier un point, il devait avoir été traité par le Conseil des Ministres de la Communauté. En Juin 1991, la CE crée une Cours de l'EEE. 00 : 52 : 16
  - L'avis de la Cours de Justice sur le régime institutionnel de l'EEE : la CE vise une union politique et monétaire, et l'EEE vise une libéralisation. Il ne s'agit donc pas d'un même marché intérieur homogène entre l'EEE et la CE 00 : 56 : 46
  - Pour la Cours de Justice, on ne peut pas traiter d'affaires qui concernent la Commission ou les Etats membre au sein de la Chambre AELE 01 : 00 : 45
  - À la fin de la présidence suisse à l'AELE (décembre 1990), l'AELE obtient un Conseil au niveau des ministres européens et un comité mixte de l'EEE 01 : 02 : 21
  - Mais concrètement, la Suisse n'obtient qu'une maigre possibilité de participation à la prise de décision 01 : 06 : 02
  - La Suisse cède à Porto. Mais avant, en Juin 1991, F. Blankart et P. Delamuraz font

- un exposé favorable à l'EEE 01 : 07 : 36
- 19 octobre 1991 : le Conseil Fédéral se réunit. Sur la table, le mandat des négociations, et à côté, un second papier qui concerne l'adhésion de la Suisse à la CE. Selon ce dernier, l'EEE n'est pas suffisant, il faut une adhésion définitive. 01 : 09 : 38
- Cela conduira à la déclaration du 22 octobre à Luxembourg, selon laquelle « l'adhésion à la CE est devenu l'option de la politique d'intégration de la Suisse ». 01 : 12 : 06
- F. Blankart apprend cela par voie de presse, sans avoir été consulté. Ses réactions face à cette décision : il hésite à démissionner sur-le-champs. 01 : 12 : 42
- En quelques heures, l'accord final est conclu, malgré un blocage des Grecs 01 : 15 : 08
- Du côté suisse, l'ambiance est morose car, selon eux, plusieurs points ne sont pas encore réglés. 01 : 17 : 30
- Origine et définition de l'Espace Economique Européen. 01 : 18 : 32
- Les grandes lignes de l'accord décidé en 1992 : libre-circulation des personnes et des marchandises, les services, les capitaux, les politiques d'accompagnement. La Suisse en ressort grand bénéficiaire 01 : 21 : 43
- Au niveau des institutions : l'accord est insatisfaisant 01 : 24 : 38
- Au niveau de l'arbitrage des différends : l'établissement d'une Cours AELE 01 : 25 : 40
- La délégation à Porto, le 2 mai : J.-P. Delamuraz, A. Ogy et R. Felber 01 : 27 : 30
- Sentiment de Ph. Nell au moment de la signature de l'accord : un sentiment de préoccupation 01 : 29 : 10
- J. Delors perçoit J.-P. Delamuraz à Porto comme étant un homme heureux, qui fait son chemin européen. Le 19 mai, la demande d'adhésion est déposée 01 : 30 : 23
- La campagne de R. Felber et J.-P. Delamuraz en faveur de l'EEE 01 : 32 : 05
- Ph. Nell mène campagne afin que la Suisse ne soit pas marginalisée 01 : 32 : 50
- Il s'agissait d'être dans les négociations d'adhésion afin que ce ne soit pas les Autrichiens qui définissent le statut de la neutralité au sein de la CE 01 : 34 : 15
- Une double votation : d'abord l'EEE, puis l'adhésion 01 : 35 : 00
- Réponses aux opposants à l'adhésion 01 : 36 : 00
- La position de l'Union Suisse des Paysans. En visant l'adhésion, les partisans

de l'EEE ont perdu tout le monde agricole	01 : 36 : 08
- Le raisonnement du monde agricole : il faut à tout prix éviter l'adhésion	01 : 37 : 00
- Les milieux qui voulaient à tout prix l'adhésion	01 : 37 : 40
- La réticence des zones agricoles vis-à-vis de l'adhésion : pourquoi cela ?	01 : 38 : 03
- La menace de perdre la neutralité.	01 : 40 : 44
- La neutralité des autrichiens au moment de leur adhésion	01 : 41 : 36
- Un argument majeur pour les suisses : celui de la démocratie directe	01 : 42 : 08
- La réalité sur cette perte de démocratie	01 : 42 : 42
- Le risque d'une baisse du niveau de vie des suisses : une peur présente surtout dans les professions libérales, qui se justifie aujourd'hui au sein de l'Espace Schengen	01 : 43 : 55
- L'Union Syndicale Suisse et l'Union Suisse des Arts et Métier face à la libre circulation des personnes	01 : 46 : 41
- La Suisse est le pays à la fois le plus intégré à la CE et le plus sceptique quant à la libre-circulation des personnes	01 : 47 : 24
- Réorganisation des accords après le « non » de la population	01 : 47 : 50
- Malgré ce refus, le Conseil Fédéral parvient à conserver sa légitimité pour poursuivre les discussions avec la Communauté	01 : 48 : 51
- Le cas particulier de la Suisse : c'est au Conseil fédéral de décider de la politique étrangère suisse, et non au Parlement	01 : 50 : 30
- La difficulté de la Suisse à parler d'une même voix, dû à son gouvernement de coalition sans Premier Ministre : comme un bateau sans capitaine	01 : 51 : 30
- Aurions-nous pu mieux se préparer à l'adhésion ? Une lettre privée de J.-P. Delamuraz l'affirme	01 : 53 : 52
- Il aurait fallu le soutien solide du Parlement et de la population	01 : 55 : 33
- Une situation extrêmement complexe, entre la nécessité de se rapprocher de l'UE et la réticence de l'opinion publique	01 : 57 : 00
- L'obtention des Bilatérales I, malgré le désintérêt de la Communauté, est obtenu grâce à la volonté de l'Espagne et de l'Italie de faire cesser le régime des saisonniers	01 : 58 : 09
- Durant les dix ans qui ont précédé l'entrée en vigueur des Bilatérales I, la	

- Suisse a eu le taux de croissance le plus faible de tous les pays industrialisés.  
Mais depuis 2005, nous avons une croissance supérieure à la moyenne, liée  
à un fort flux migratoire entrant en Suisse 02 : 00 : 25
- L'exemple de la Norvège. Un rapport-bilan de 900 pages sur l'EEE. Un problème  
majeur lié au régime institutionnel de décision de l'EEE : le Parlement  
norvégien se sent beaucoup trop éloigné du processus de décision 02 : 02 : 40
  - La main-d'œuvre étrangère en Suisse 02 : 06 : 46
  - La Suisse bien portante au centre d'une Europe en crise : un argument  
en faveur de l'isolationnisme ? 02 : 07 : 21
  - La Suisse dépend aujourd'hui de manière fondamentale de l'Euro.  
Explications de ce phénomène 02 : 08 : 08
  - La Suisse échappe aux processus de décision en ce qui concerne l'Euro,  
mais doit accumuler une quantité d'Euro. La Suisse est donc extrêmement  
vulnérable 02 : 10 : 30
  - Les rapports du Conseil Fédéral : trois conditions pour rester en dehors de  
l'Euro 02 : 11 : 43
  - Et si la Suisse adhérerait aujourd'hui, serait-elle moins vulnérable ? 02 : 14 : 00
  - Si la zone Euro venait à éclater, les conséquences seraient dramatiques pour  
la Suisse. Selon Ph. Nell, certains pays devront sortir de la zone euro 02 : 14 : 54
  - Comment concilier le devoir politique avec le désespoir de la rue ? 02 : 17 : 40
  - L'Euro est une construction politique, qui se base sur une union  
monétaire, mais sans péréquation 02 : 18 : 40
  - Il n'y a pas d'union fiscale dans l'UE 02 : 19 : 36
  - Donc l'UE n'a pas construit une vraie union monétaire, et les facteurs ne  
sont pas assez mobiles 02 : 20 : 20
  - L'union fiscale comme voie de sortie de la crise. Une voie déjà envisagée par  
Delors et Monnet sous la forme des Etats-Unis d'Europe 02 : 21 : 05
  - Le déficit de crédibilité de l'UE au sein de la population. Les espoirs déçus 02 : 23 : 00
  - Une partie de la faute revient à la globalisation et aux problèmes de migration 02 : 24 : 50
  - Depuis quelques années, nous sommes arrivés à un plafond dans l'augmentation  
de notre niveau de vie, et beaucoup de personnes n'arrivent pas à l'accepter 02 : 25 : 40

- Le coût social des populations vieillissantes en Europe	02 : 26 : 05
- La croissance économique de l'Europe s'est faite dans un contexte d'endettement important. Et nous sommes arrivés à un point de non-retour	02 : 26 : 14
- « L'Europe doit redimensionner son niveau de vie par rapport à ses moyens »	02 : 26 : 45
- Les limites de la société de bien-être	02 : 27 : 20
- Les enseignements de l'EEE : il ne faut pas être seul dans les négociations	02 : 28 : 00
- Nous allons vers un monde multipolaire, puisque l'OMC ne parvient pas à mettre tout le monde d'accord	02 : 28 : 38
- La Suisse doit définir une dizaine de partenaires privilégiés	02 : 29 : 10
- Toute nouvelle politique doit être préparée sur le terrain, et accompagnée d'un soutien majeur de la part du gouvernement	02 : 29 : 40
- Les défis que la Suisse devra relever : une nouvelle politique énergétique	02 : 30 : 15
- Avoir le courage politique d'effectuer des libre-circulations, lorsqu'elles sont appuyées par des évidences économiques	02 : 31 : 56
- Depuis deux ans, nous sommes bloqués dans nos négociations bilatérales avec l'UE car elle désire instaurer un même régime institutionnel pour tous les accords	02 : 33 : 15
- Aujourd'hui nous sommes à la fois dans et hors de l'EEE	02 : 34 : 20
- La Suisse doit aujourd'hui réfléchir sur sa véritable souveraineté en étant en dehors de l'UE	02 : 35 : 23
- A propos du démantèlement des centrales nucléaires. Des solutions scientifiques sont là, il faut à présent un consensus politique et économiques en faveur de ces produits	02 : 35 : 56
- Activité de Philippe Nell aujourd'hui. Lien avec ses activités passées de négociateur	02 : 37 : 43
- Perceptions de l'EEE aux Amériques	02 : 39 : 25
- Les gouvernements des Amériques sont préoccupés par l'Euro.	02 : 40 : 22
- Perception de la Suisse dans les petits pays de l'Amérique Latine	02 : 41 : 05
- Perception de la Suisse dans les grands pays de l'Amérique Latine	02 : 41 : 53
- Perception de la Suisse aux USA. Les Suisse ne sont jamais reçus à la Maison Blanche	02 : 44 : 50

- Conclusion de l'entretien

02 : 46 : 45